

La Turquie dans la FINUL : entre désir d'influence et crainte du piège proche-oriental

mardi 19 septembre 2006, par [Selcan Hacaoglu](#)

Source : Le Nouvel Obs, le 02.09.06

ANKARA (AP) - La Turquie est divisée sur sa participation à la FINUL renforcée au Liban : certains y voient l'occasion d'un retour d'influence dans une région autrefois partie intégrante de l'empire ottoman ou une manière de consolider la candidature européenne d'Ankara. Mais d'autres craignent le piège proche-oriental, soulignant les risques pour le seul pays musulman de l'OTAN de se retrouver à faire le coup de feu contre d'autres musulmans, et de mécontenter l'Iran, avec lequel la Turquie entretient de bonnes relations.

« Une présence militaire turque hors des frontières serait un développement prestigieux », estime Turhan Comez, député du Parti de la justice et du développement (islamiste modéré, au pouvoir). « Mais le risque pris dans ces conditions instables amènera la Turquie dans la ligne de mire, et je ne veux même pas évoquer les conséquences. »

A la demande du gouvernement, le Parlement doit se prononcer sur la participation turque à la FINUL mardi, jour où le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan arrive à Ankara.

Le gouvernement envisage de déployer 500 à 1.000 soldats, une présence souhaitée par l'UE, Washington et Israël, la Turquie étant l'un des rares pays musulmans à avoir de bonnes relations avec l'Etat hébreu.

Pour certains, participer à la stabilisation du Liban serait une manière de renouer avec l'histoire. Les Turcs ottomans partis d'Anatolie commencèrent leur ascension au XIV^e siècle, sur les dépouilles des ensembles arabe et byzantin, incluant en 1516 la Syrie et le Liban à leur Empire. A son apogée, la Sublime Porte contrôlait l'Europe balkanique jusqu'aux portes de Vienne, les rives de la Mer noire, le Maghreb (hors Maroc), l'Egypte et la péninsule arabe, le Machrek jusqu'à la Mésopotamie. Avant d'entamer son déclin, incapable au XIX siècle de résister aux appétits coloniaux de puissances européennes jouant sur les aspirations à l'indépendance des nations de l'Empire.

La fin de la première guerre mondiale achève le dépeçage de celui qu'on appelait « l'homme malade de l'Europe ». La France et la Grande-Bretagne se partagent ses territoires arabes, avec les mandats sur la Syrie, le Liban, l'Irak, la Palestine, la Transjordanie...

« La Turquie a l'obligation, en tant que puissance régionale et ancienne gardienne du Moyen-Orient, d'exercer son influence positive », écrit **Ilnur Cevik**, rédacteur en chef du « Nouvel Anatolien ».

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui dit répondre à l'appel pressant de Beyrouth et capitalise sur l'émotion suscitée dans la population par le calvaire des civils libanais, pense lui aussi que ce serait une « trahison de notre histoire, de notre avenir et des intérêts de notre peuple que de rester à l'écart ». En outre, Ankara ne perd pas de vue son ambition d'entrer dans l'Europe. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a souligné mercredi que la Turquie avait un « rôle stratégique » à jouer dans la FINUL renforcée.

Cet ancien rôle de pivot entre l'Europe et l'Asie, beaucoup ne veulent pas voir la Turquie l'assumer à nouveau. Le président Ahmet Necdet Sezer a pris la tête de ceux qui rejettent la participation turque, craignant de voir les soldats turcs échanger des coups de feu avec d'autres musulmans.

Ce ne serait que le « triomphe du néo-ottomanisme » d'Erdogan, juge Michael Rubin, analyste du centre de réflexion conservateur American Enterprise Institute. Il est d'accord avec son collègue Nihat Ali Ozcan,

de l'Institut de recherches sur les politiques économiques d'Ankara, ce dernier estimant qu'une confrontation avec le Hezbollah mettrait la Turquie en porte-à-faux avec l'Iran, avec lequel elle jouit pour l'instant de relations cordiales : « un développement de cette sorte équivaldrait à une guerre non-déclarée contre l'Iran ».

Enfin, reste la question arménienne : la communauté arménienne du Liban représente 4% de la population, en majorité descendante des survivants au génocide perpétré en 1915 par la Turquie ottomane, fuyant les massacres qui ont coûté la vie à 1,5 millions d'Arméniens -ce que réfute toujours Ankara- ou déportés vers la Syrie-Liban pendant la guerre 1914-18. Quelque 120.000 Arméniens vivent aujourd'hui au Liban, dont 50.000 à Beyrouth. Et leur chef spirituel, le catholicos Aram I, a qualifié de « moralement inacceptable » toute éventuelle participation turque à la FINUL renforcée.